



INFORMATIONS À DESTINATION DES PATIENTS

Protection des données personnelles

Le Centre Hospitalier de la Basse-Terre s'engage à assurer le **meilleur niveau de protection de vos données personnelles** en conformité avec la loi Informatique et Libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (règlement général sur la protection des données ou RGPD). Les informations recueillies lors de votre consultation ou hospitalisation dans notre établissement font l'objet de traitements informatiques destinés à **faciliter votre prise en charge** au sein de celui-ci. La Directrice du CHBT est responsable du traitement informatique. L'établissement a désigné un **Délégué à la Protection des Données (DPO)** que vous pouvez contacter à l'adresse suivante : dpo@ch-labasseterre.fr et qui pourra répondre à toutes vos questions concernant la protection des données personnelles.

Données collectées

Le CHBT collecte et traite notamment les données d'ordre administratives, sociales et médicales. En fonction de votre prise en charge dans l'établissement, les professionnels de santé peuvent être amenés à collecter différentes catégories de données personnelles auprès de vous comme :

- Des données d'identification : nom, prénom, date de naissance, sexe, adresse, téléphone, mail
- Le numéro de Sécurité Sociale (NIR)
- Des informations d'ordre économique et financière : mutuelle, prise en charge
- Des données de santé
- Des données de vie personnelle et professionnelle

Finalité et légitimité des traitements

Le traitement de vos données personnelles est nécessaire :

- au respect d'une obligation légale et réglementaire de traiter et transmettre éventuellement à l'agence régionale de santé, ainsi qu'à l'Etat et aux organismes d'assurance maladie, les informations relatives à leurs moyens de fonctionnement et à leur activité. Ces traitements concernent la gestion administrative, la facturation ainsi que les données du PMSI.
- à l'exécution d'une mission de service public dont est investi le CHBT. Ces traitements concernent notamment la gestion des lits, la gestion des rendez-vous, des prescriptions, l'évaluation de la qualité des soins (enquêtes, audits).
- aux fins des intérêts légitimes poursuivis par le CHBT. Ces traitements sont les dossiers médicaux de spécialités à des fins d'amélioration du suivi de certaines pathologies, ou à des fins de recherche scientifique.

- à la sauvegarde des intérêts vitaux de la personne concernée ou d'une autre personne physique. Cela concerne les traitements nécessaires à des fins humanitaires pour suivre des épidémies ou dans les cas d'urgence humanitaire.

Sources des données

Certaines de ces données peuvent provenir d'échanges d'information entre professionnels de santé ou d'échanges d'information au sein de réseaux sécurisés de soins.

Destinataires de vos données

Vos données sont réservées aux professionnels de santé du CHBT soumis au secret professionnel et participant à votre prise en charge dans la limite des catégories de données qui leur sont nécessaires. Vos données peuvent être transmises aux organismes publics, autorités de santé, professions réglementées (Trésor Public, Agence Régionale de Santé, organismes d'assurance maladie et complémentaire, avocats, commissaires aux comptes, ...) sur demande et dans la limite de ce qui est permis par la réglementation.

Vos données peuvent être transmises à des prestataires de services et sous-traitants réalisant des prestations pour le CHBT. Dans ce cas, des clauses de conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) sont mises en place dans les contrats de traitement des données avec nos sous-traitants.

Dans le cadre de situations sanitaires ou d'événements exceptionnels, vos données peuvent alimenter des traitements mis en place par les autorités sanitaires afin d'effectuer un suivi global et individuel des personnes impliquées par cette situation ou cet événement.

Durée de conservation de vos données

Le dossier médical est conservé, conformément au Code de la Santé Publique, pendant une période de vingt ans à compter de la date du dernier passage, ou au moins jusqu'au vingt-huitième anniversaire du patient, ou pendant dix ans à compter de la date du décès. Certaines données peuvent être conservées plus longtemps si la loi le prévoit (transfusion, ... etc.).

Vos droits

Conformément à la réglementation applicable, vous disposez de différents droits à savoir :

- **Droit d'accès** : vous pouvez obtenir des informations concernant le traitement de vos données personnelles ainsi qu'une copie de ces données personnelles.
- **Droit de rectification** : si vous estimez que vos données personnelles sont inexactes ou incomplètes, vous pouvez exiger que ces données personnelles soient modifiées en conséquence.
- **Droit à l'effacement** : vous pouvez exiger l'effacement de vos données personnelles excepté pour les traitements nécessaires aux fins de diagnostics médicaux, de la gestion des services de soins de santé, pour des motifs d'intérêt public dans le domaine de la santé publique.
- **Droit à la limitation du traitement** : vous pouvez demander la limitation du traitement de vos données personnelles dans certains cas.
- **Droit d'opposition** : vous pouvez vous opposer au traitement de vos données personnelles pour des motifs liés à votre situation particulière excepté si le responsable de traitement ne

démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur vos intérêts et vos droits et libertés.

Par ailleurs, vous pouvez déposer des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données en cas de décès (cf. www.cnil.fr pour plus d'informations sur vos droits).

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que vos données ne sont pas traitées conformément à la réglementation relative aux données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés.